

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes in Africa



MEDIA MONITORING

11 February 2015

RD Congo : le président Joseph Kabila ne briguera pas un nouveau mandat en 2016

Source: Agence Ecofin (Finance)

9 février 2015 - Le président congolais Joseph Kabila quittera le pouvoir l'année prochaine au terme de son deuxième mandat, a annoncé le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, le 5 février.

«Le président Kabila ne restera pas au pouvoir à la fin de son mandat en 2016. La République démocratique du Congo ne reviendra pas à la guerre civile», a lancé M. Mende lors d'une conférence de presse à Kinshasa.

Cette annonce intervient environ deux semaines après les émeutes meurtrières qu'a connues Kinshasa. Le bilan de ces protestations contre l'adoption d'une loi électorale ouvrant la voie à un report de la présidentielle de 2016 est lourd : 13 morts selon le gouvernement, et une quarantaine selon la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) et Human Rights Watch (HRW).

Sous la pression de la rue, le Parlement de la République démocratique du Congo avait fini par adopter, le 25 janvier, une nouvelle loi électorale sans l'alinéa litigieux qui liait la tenue de la présidentielle à un recensement de la population. Le retrait de cette disposition controversée avait été accueilli comme une victoire par les opposants, qui voyaient dans le texte une manœuvre pour permettre au président Joseph Kabila de rester au pouvoir au-delà de 2016, alors que la Constitution lui interdit de briguer un nouveau mandat l'an prochain.

Joseph Kabila a accédé à la magistrature suprême en 2001 après l'assassinat de l'ancien président, son père Laurent-Désiré Kabila, au cours de la deuxième guerre du

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Congo, avant d'être élu en 2006. En 2011, il a, à nouveau, remporté la présidentielle dont les résultats ont été fortement contestés par l'opposition.

RDC : les Etats-Unis souhaitent que l'élection présidentielle se tienne en 2016

Source: VOA

Russ Feingold, l'émissaire américain pour la région des Grands Lacs, l'a fait savoir lors d'une conférence de presse lundi à Kinshasa.

11 février 2015 - M. Feingold a déclaré que Washington voudrait voir le calendrier électoral complet aussi vite que possible, et que celui-ci confirme en particulier que l'élection présidentielle aura lieu avant la fin 2016.

S'exprimant via un traducteur, le diplomate américain a dit : "nous espérons qu'il comportera un engagement clair à tenir l'élection présidentielle avant la fin de 2016 comme le demande la Constitution. Pour ce qui est de savoir s'il faut tenir des élections locales en 2015, franchement, c'est du ressort du peuple et du gouvernement congolais, pour autant que de telles élections ne sont pas utilisées pour retarder celles qui sont prévues par la Constitution."

Il a bien évidemment souligné que son pays est contre les modifications constitutionnelles pour favoriser les dirigeants déjà au pouvoir ou les révisions des processus électoraux pour maintenir un chef d'Etat en poste.

L'envoyé spécial des Etats-Unis dans les Grands Lacs et en RDC a aussi indiqué le souhait de Washington est que d'un transfert de pouvoir "de manière paisible et démocratique à travers la tenue d'élections crédibles et transparentes".

Les Etats-Unis déçus que la traque des FDLR n'ait pas encore commencé

Source : ARI (Rwanda)

Kigali, 10 Février 2015 - Les Etats-Unis sont quelque peu déçus que la traque des FDLR n'ait pas encore commencé depuis l'annonce par les autorités congolaises le 29 janvier du lancement d'une action militaire contre ces rebelles rwandais retranchés à l'Est de la RDC depuis 1994.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Cette indication a été faite dans un point de presse par l'envoyé spécial des Etats-Unis d'Amérique dans la région de grands lacs, Russ Feingold.

«On était quelque part encouragé par l'annonce du gouvernement congolais sur les opérations contre les rebelles FDLR. En même temps, on est quelque peu déçu du fait qu'aucune action concrète n'a jusqu'à présent été prise sur le terrain», a déclaré Russ Feingold.

Pour Russ Feingold, les rebelles rwandais soupçonnés des violations des droits de l'homme ne doivent pas échapper à la justice.

«Ceci implique un ciblage de leadership de ces FDLR et la traduction en justice de ceux qui ont commis des violations des droits de l'homme », a poursuivi le diplomate américain

Russ Feingold encourage les signataires de l'accord pour la paix, la sécurité et la coopération de février 2013 à Addis-Ababa (Ethiopie) à honorer leurs engagements.

«Ils [pays signataires, ndlr] ne doivent pas soutenir les groupes armés, ni constitués de refuge aux criminels de guerre. Que le Conseil de sécurité des Nations unies puisse sanctionner ceux qui soutiennent les groupes armés », a-t-il exhorté.

Dans ce point de presse, Russ Feingold a réitéré l'appui de son gouvernement à l'armée congolaise dans l'éradication des groupes armés notamment les rebelles des FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda) présents au Kivu.

L'avenir de la Monusco en RDC évoqué au ministère de la Défense

Source: ACP / MCN, via mediacongo.net

9 février 2015 - L'avenir de la Mission de stabilisation des Nations unies au Congo (Monusco), a été évoqué au cours de l'audience que le ministre de la Défense nationale, des anciens combattants et de la réinsertion, Aimé Ngoy Mukena, a accordée vendredi soir 6 février à une forte délégation de l'ONU venue de New York et conduite par Lynn Pascoe, haut responsable des Nations-Unies en compagnie de Martin Kobler, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en RDC.

Au cours de cette audience qui s'est déroulée en présence du chef d'état-major général des FARDC, Didier Etumba Longila, à la tête d'une délégation d'officiers généraux et supérieurs, les deux parties ont examiné non seulement le travail accompli par les forces de la Monusco mais aussi les structures en faveur du maintien de la paix.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Elles se sont ensuite penchées sur le rapport établi voici près d'une décennie et baptisé « Brahimi » du nom de son auteur et relatif au maintien de la paix. Pour sa part, la délégation venue de New York s'engage à la rédaction d'un autre rapport de maintien de la paix non seulement en RDC mais devant s'adapter à toutes les situations similaires à travers le monde.

M. Kobler a, en outre, déclaré que la Monusco soutenait pleinement les FARDC en ce qui concerne la traque des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) et d'autres groupes armés tout en reconnaissant l'existence de quelques problèmes dont les solutions ne sont pas impossibles.

UN pulls support to DR Congo operation

Source: AFP World News

United Nations, 10 February 2015 - The United Nations is temporarily pulling support to the Democratic Republic of Congo's planned military operation to drive out rebels after Kinshasa refused to sack two tainted generals leading the offensive, a UN official said Tuesday.

The UN's 20,000-strong MONUSCO force had been working with Congo's army on a plan of attack to drive out the Democratic Forces for the Liberation of Rwanda (FDLR) from the east after more than two decades.

The planned joint offensive however hit a wall when UN officials demanded that two generals accused of human rights violations be replaced as a condition for supporting the military action.

"The UN mission in the DRC has raised concerns linking two FARDC generals to human rights violations, and therefore we have paused our support to FARDC on anti-FDLR operations," a UN official told AFP.

"We intend to fully support the FDLR operations as soon as the outstanding issues regarding command of the operations are resolved," said the official, who asked not to be named.

President Joseph Kabila's government last week rejected a UN ultimatum to replace the two generals who are on a UN "red" list of known human rights violators.

"For us, we would only replace someone in the (army high) command if that person had been convicted by our military courts. Yet, no such thing has happened," government spokesman Lambert Mende told a press conference in Kinshasa.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

UN officials gave Kinshasa until February 13 to sack the two generals or forfeit MONUSCO's support for the operation.

But Mende shrugged off the threat, saying that two generals had "always worked with the United Nations" and would remain in charge of the offensive.

"It's a sovereign decision," Mende said, declaring that DR Congo was "not under anyone's supervision".

UN officials said they remained in contact with Kinshasa and were confident that a solution would be found.

The UN move was limited to the planned operation against the FDLR and did not affect other military campaigns against the many rebel groups that roam the eastern DR Congo.

Some leaders in the FDLR took part in the 1994 genocide in Rwanda before crossing over into eastern DR Congo.

The DRC armed forces, known as the FARDC, announced on January 29 that they were launching the offensive against the Hutu rebels, but UN officials say there has been no action on the ground.

The United Nations is pushing for the disarming of dozens of rebel and splinter groups after two decades of conflict in the eastern DR Congo, much of it fueled by the lucrative trade in minerals.

UN 'pauses' support to Congo military push against rebels

Source: Associated Press

United Nations, 10 February 2015 - The United Nations says it has "paused" its support to a Congo military offensive against a rebel group after two Congolese generals linked to human rights violations were picked to lead the operation.

The spokesman for the U.N. secretary-general, Stephane Dujarric, confirmed the temporary halt Tuesday.

The U.N. has objected to two generals, saying they are known to be heavily involved in human rights violations and should be replaced before the U.N. supports the offensive.

"We are in constant high-level contact with the government and we are confident that a solution will be found," Dujarric said.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The U.N. estimates that 2,000 members of the FDLR militant group remain in Congo. They include Hutus who committed the 1994 Rwanda massacres.

Dujarric says the U.N. continues to support other Congolese military operations.

Rwandan rebels' ideology undermines peace, says minister

Source: Xinhua

Kigali, 10 February 2015 - Rwandan officials said Tuesday FDLR rebels' continuous spread of the genocide ideology undermines national peace and security despite the rebels' weak military might at the moment.

The FDLR is not a military threat to Rwanda in term of military might and capacity, Defense Minister James Kabarebe said before a parliamentary standing committee to brief lawmakers on state of national security and territorial integrity.

"But the assessment we have made is that their tactic of disseminating genocide ideology among Rwandans could be a major security threat, not only to Rwanda but to the entire region," Kabarebe said.

The FDLR, he added, has mastered the art of spreading genocide ideology, a practice some of their top leaders have done since 1950s.

He noted that the failure of the FDLR to launch a conventional military action, has rather made them resort to terrorism acts as well as spreading genocide ideology, which does not need powerful armory and many troops.

Their tactics or terrorism, he said, requires a few mutineers to perform such insurgencies, this reflects two things -- military weaknesses while showing their cruel intentions.

Since December 2009 to January 2014, spate of terror attacks blamed on FDLR and their terrorism partners -- Rwanda National Congress (RNC) -- amounted to about 36 grenade explosions reported in Rwanda, Kabarebe said.

The insurgencies claimed 21 people and injured 460.

The minister said the terror tactic could be an idea owned by RNC, using FDLR to execute the mission.

Kabarebe blamed the Democratic Republic of Congo (DR Congo) for failing to guarantee peace and security to Rwanda and harboring the FDLR for the past 20 years.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The Jan. 2 deadline given to the FDLR by the International Conference on the Great Lakes Region (ICGLR), the Southern African Development Community (SADC) and the United Nations Security Council to voluntarily disarm or face military action was ignored.

The minister expressed frustration that a month after the deadline passed nothing has been done to disarm them.

Kabarebe, however, pointed out that despite terrorism and other security threats in the region, posed by FDLR in Rwanda and Al-Shabab in Kenya, Rwanda enjoys unprecedented level of peace and security.

Congolese President Joseph Kabila has been under much international pressure to approve plans for a joint military action by the government army (FARDC) and the UN's Force Intervention Brigade, which has an offensive mandate from the UN Security Council.

FARDC announced late January a fresh offensive against the Rwandan rebels after weeks of heavy international pressure to act. But the announcement was seen as propaganda in Rwanda.

FDLR elements are blamed for taking part in the 1994 genocide in Rwanda, when more than a million people were killed, mainly from the Tutsi minority.

RDC: retour partiel de l'Internet mobile dans le pays

Par RFI

En République démocratique du Congo, les gens retrouvent l'Internet mobile, rétabli dans la nuit de samedi à dimanche, 20 jours après son interruption ordonnée par les autorités suite à des manifestations violentes. Mais tous les réseaux sociaux ne sont pas rétablis.

10 février 2015 - Sur les mobiles, Twitter n'était pas encore rétabli dimanche soir. Le porte-parole du gouvernement avait prévenu que l'Internet allait revenir, mais que certains réseaux sociaux devaient rester inaccessibles. Lambert Mende Omalanga avait accusé ces réseaux sociaux d'avoir servi à la mobilisation pour les soulèvements, des 19 et 20 janvier dernier, lors de l'examen par le Parlement du projet de révision de la loi électorale.

Pour le ministre de la Communication, l'opposition avait choisi ces canaux pour manipuler l'opinion. Dans cette épreuve, les manifestants avaient obtenu le retrait de l'incise controversée de l'article 8. Une incise qui semblait conditionner la tenue de la

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

présidentielle et des législatives de 2016 à l'organisation du recensement administratif. Ce qui, selon l'opposition, allait provoquer un glissement de mandat du président Kabila au-delà de 2016.

Donc, plus de deux semaines après leurs interruptions, les SMS ont été rétablis samedi et l'Internet dimanche avec seulement quelques réseaux sociaux comme WhatsApp et Viber.

RDC: inquiétude sur le sort d'un défenseur des droits de l'Homme

Source: RTBF Info

Amnesty international s'inquiète de la disparition d'un défenseur des droits de l'Homme en République démocratique du Congo. Christopher Ngoy a été enlevé le 21 janvier dans le centre de Kinshasa. Et depuis, ses proches sont sans nouvelles. Il a disparu alors que Kinshasa était secoué par des émeutes populaires, contre une modification de la loi électorale. Une loi qui aurait permis au président Kabila de se maintenir artificiellement au pouvoir.

11 février 2015 - La justice congolaise poursuit le défenseur des droits de l'Homme, Christopher Ngoy Mutamba, pour "une série d'incriminations" dont incendie volontaire, actes de pillage et incitation à la haine raciale, notamment contre les personnes de race chinoise. Le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, l'a indiqué jeudi 5 février au cours d'une conférence de presse à Kinshasa. Il répondait ainsi à une coalition de défenseurs des droits de l'Homme qui exigeaient de lui qu'il rende publique le lieu où est détenu leur collègue. Selon ces ONG, Christopher Ngoy, coordonnateur de la Synergie Congo culture et développement, a disparu depuis 19 jours.

Christopher Ngoy est un défenseur très respecté des droits humains. Ses proches redoutent qu'il soit liquidé, comme l'a été avant lui Floribert Chebeya, le leader de la Voix des sans voix. Sur Radio Okapi, le porte-parole du gouvernement Lambert Mende s'est voulu rassurant. Il prétend que la famille de Christopher Ngoy et ses avocats ont pu le voir, et qu'il a même reçu des médicaments.

"Il sera déféré devant un juge dans les 24 heures, a affirmé le ministre à la presse. Il n'y a aucune crainte à avoir parce que, d'abord, ceux Chebeya et Bazana n'ont jamais été arrêtés par quelqu'un. Ils ont été assassinés, nous le savons. Nous, nous disons que Christopher Ngoy a été arrêté, pris sur le fait, pour une série d'incriminations qui sont connues : incendie volontaire, acte de pillage, incitation à la haine raciale notamment contre les personnes de race chinoise", a-t-il expliqué.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Lambert Mende a assuré que les avocats du prévenu le voient et que sa famille sait où il est détenu. "Je ne pense pas que les associations des droits de l'homme aient des droits particuliers à exiger d'être informés. Non. Il n'y a que sa famille et ses avocats qui ont le droit de le savoir. Je sais qu'on lui a même amené les produits pharmaceutiques il n'y a pas longtemps. Et je pense que, dans les 24 heures ici, il va être présenté à un juge."

Le fils de Christopher Ngoy, Patrick Tambwe Ngoy, lui-même avocat dément : "On n'a aucune nouvelle de lui et on n'a pas pu le voir. Nous avons mené des recherches dans tous les cachots où il aurait pu se trouver. Le lendemain de son enlèvement, le 21 janvier, je me suis rendu dans tous ces cachots en compagnie de membres de ma famille, ma mère, et de certains oncles. Et jusqu'à ce jour nous ne l'avons pas vu. C'est donc faux, archi-faux ce que dit le ministre de la Communication Lambert Mende."

United States troubled by killings in Burundi

Source: The Patriotic Vanguard

10 February 2015 - A recent statement by US Department of State deputy spokesperson Marie Harf says the US government is troubled by reports implicating Burundian security forces in the extra-judicial killing of at least two dozen members of a rebel group after they surrendered in Cibitoke Province in early January.

The United States, according to Harf, calls on the government of Burundi to fully and credibly investigate these allegations, prosecute any crimes that may have been committed, and hold those responsible accountable.

The United States is also deeply concerned by the increase in irregular detentions and prosecutions of media workers and members of political parties ahead of elections in May, including the recent detention of journalist Bob Rugurika, and continuing due process flaws in the prosecutions of Frederic Bamvuginyumvira and members of the Movement for Solidarity and Democracy youth, Harf added.

"These cases raise troubling questions about freedom of expression and the independence of the Burundian judiciary. We urge the Government of Burundi to respect the rights of these individuals and all its citizens to due process of law and to ensure that the judicial process is not politicized. An independent, professional judiciary is a key component of the Burundian government's stated commitment to having a free, fair, and credible electoral process during this important election year in Burundi," Harf concluded.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

UN criticises detention of radio chief charged with complicity in murder of three nuns

Source: Xinhua

By Mark Yapching

10 February 2015 - The United Nations has spoken out against the detention of a radio station executive in Burundi for broadcasting the confession of a man who claimed responsibility for the murder of three Italian nuns in September last year and refusing to reveal the source's identity.

According to media outfit Expatica, the confession allegedly mentioned the name of a top official in the small land-locked Central African country, which is due to hold elections in May and June.

The three Catholic nuns, who were between 75 and 83 years of age, were murdered in Burundi's capital Bujumbura. Although an official police report into the murder was released, a man called up Bob Rugurika of the independent African Public Radio and apparently confessed his involvement in the crime.

Rugurika subsequently refused to name the man to authorities, and he was arrested last month for duplicity in the murder case.

Burundi law currently requires members of the media to reveal their sources when reporting on "matters of state security and public order."

Rugurika attempted to post bail, but a judge last week denied his motion.

"No one should be prosecuted for legitimately exercising his fundamental right to freedom of expression and opinion," spokeswoman for the UN human rights office Ravina Shamdasani told Expatica in Geneva. She also said the case raises "serious concerns about the exercise of the freedom of expression in Burundi, particularly ahead of the upcoming elections."

Shamdasani criticised the vague media law in Burundi, stating that the legislation could easily be circumvented to justify violations of freedoms of expression in Burundi. It is not the first time the UN has urged the Burundi government to review the law.

Shamdasani said that the United Nations will monitor Rugurika's case.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

According to Expatica, critics of the government in Burundi view this action as part of an effort to "sideline political challengers ahead of the elections."

Burundi : L'UE déploie une mission exploratoire pour les élections de 2015

Source: Agence de presse Xinhua

10 février 2015 - L'Ambassadeur de l'Union Européenne (UE) au Burundi, Patrick Spirlet, a présenté mardi au premier Vice-président du Burundi, Prosper Banzombanza, le chef d'une mission exploratoire de l'UE pour les élections de 2015.

"Le gouvernement du Burundi a demandé à l'UE de mettre en place une mission d'observation électorale et c'est pour cela qu'une mission exploratoire pour faire un état des lieux de la situation a été organisée", a déclaré à la presse Patrick Spirlet à l'issue de la rencontre avec le premier Vice-président burundais.

Le chef de cette mission, Emmanuelle Geoffrey, devrait alors s'entretenir avec son hôte sur les conditions de travail de sa mission et sur l'état des lieux pour la préparation d'une éventuelle mission d'observation électorale de l'UE.

La mission exploratoire de l'UE séjourne au Burundi depuis mercredi le 04 février 2015.

Le 19 janvier dernier, l'UE a accordé un don de 8 millions d'euros au Burundi pour l'appuyer dans ce processus électoral, ce qui a porté à 15 millions d'euros la contribution financière de l'UE au "fonds commun du Projet d'Appui au Cycle Electoral 2015 au Burundi (PACE 2015)", une aide financière qui sera gérée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Selon Spirlet, cette contribution de l'UE vise à appuyer l'ensemble des opérations électorales, notamment la constitution du fichier électoral, la formation des agents électoraux, l'organisation technique et matérielle des différents scrutins, la gestion des contentieux liés au processus électoral ainsi que les mesures d'apaisement en faveur d'un climat électoral serein.

Centrafrique : une délégation conjointe ONU/UE attendue à Bangui

Source: Agence d'Information d'Afrique centrale

Par Fiacre Kombo

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Un groupe d'experts des Nations unies et de l'Union européenne va séjourner du 10 au 14 février dans le pays, afin de faire le point sur la situation humanitaire actuelle.

9 février 2015 - Ce mardi 10, la Coordinatrice adjointe des secours d'urgence, Mme Kyung Wha Kang, le rapporteur spécial de l'ONU sur les droits des personnes déplacées dans leur propre pays, M. Chaloka Beyani ainsi que le directeur des opérations du service d'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne, M. Jean-Louis de Brouwer, fouleront le sol centrafricain.

Ces experts entendent mobiliser le soutien mondial pour une réponse humanitaire rapide et, en même temps, promouvoir la paix et la sécurité auprès des acteurs compétents aux niveaux local, régional et international.

Ils examineront également la réponse aux besoins en matière d'aide et de protection des personnes déplacées dans leur propre pays. Cette mobilisation de la communauté internationale témoigne de la gravité de la situation humanitaire en Centrafrique: plus de 438 000 personnes déplacées à travers le pays, dont 58 000 personnes dans la capitale Bangui, et plus de 423 000 réfugiés dans les pays voisins. Par ailleurs, près de 2,7 millions de personnes sont dans le besoin immédiat d'aide d'urgence.

Sur le terrain, de terribles atrocités et attaques contre les civils et les travailleurs humanitaires se poursuivent. La délégation tentera d'évaluer l'ampleur de la crise, de diagnostiquer les besoins majeurs de la population avant de proposer un plan d'action concret pour promouvoir et protéger les droits des personnes déplacées et vulnérables.

Les villes visées par cette équipe, sont Bambari (centre), Yaloké (nord-ouest), où plus de 500 membres de la minorité Peuhl demandent à être relocalisés dans les pays voisins. Ces experts ne vont pas chômer, puisque des rencontres sont aussi prévues avec des hauts responsables du gouvernement, des représentants du système des Nations unies sur place, des ONGs internationales, des donateurs, des leaders religieux et des communautés affectées.

Le 14 février prochain, une grande conférence de presse sera organisée en vue de la présentation des conclusions et recommandations de ces études.